



lundi 14 août 2017

Les grands titres:

- Mali : un Casque bleu et un soldat malien tués lors d'une attaque dans la région de Mopti
- RDC : les conflits aggravent l'insécurité alimentaire, selon la FAO et le PAM
- Burkina Faso : le chef de l'ONU condamne une attaque terroriste à Ouagadougou
- Yémen : le choléra touche désormais 500.000 personnes, selon l'OMS
- Le PAM lance en Espagne une campagne d'information sur la famine qui menace quatre pays
- Coulées de boue au Sierra Leone : l'ONU solidaire des opérations de secours
- La Somalie fête trois années sans polio : l'OMS appelle à rester prudent
- En Iraq, l'ONU réaffirme son soutien à la construction d'un avenir meilleur, pacifique et inclusif pour les jeunes
- Le chef de l'ONU félicite les Kenyans pour des élections pacifiques et appelle au dialogue pour calmer les tensions

Mali : un Casque bleu et un soldat malien tués lors d'une attaque dans la région de Mopti



Des Casques bleus de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). Photo MINUSMA/Marco Dormino

14 août - Un Casque bleu de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) et un membre des forces armées maliennes ont été tués lundi lors d'une attaque contre des camps de la MINUSMA à Douenza, dans la région de Mopti, par des hommes armés non identifiés.

Un autre Casque bleu a été légèrement blessé, a précisé la Mission dans un communiqué de presse.

« Aujourd'hui, vers 5h30 du matin, les camps de la MINUSMA à Douenza, région de Mopti, ont été la cible d'une attaque coordonnée par des hommes armés non identifiés », a-t-elle expliqué.

« Un premier groupe d'assaillants a tiré sur un camp de la MINUSMA à partir d'une colline adjacente. En réaction les forces armées maliennes, établies à proximité du camp, ont riposté. Un deuxième groupe se dirigeant à pied vers l'autre camp de la



MINUSMA a ouvert le feu. Les Casques bleus ont riposté et deux assaillants ont été abattus », a-t-elle ajouté.

La MINUSMA a condamné dans les termes les plus vigoureux « cette attaque terroriste révoltante ». Elle a présenté ses condoléances attristées aux familles et aux gouvernements des victimes.

La Mission a réitéré sa détermination à continuer de s'acquitter de ses responsabilités « en appui au Mali et à son peuple aux fins de contribuer à l'instauration d'une paix et d'une stabilité pérennes ».

RDC : les conflits aggravent l'insécurité alimentaire, selon la FAO et le PAM



Des personnes déplacées au camp de Bweramana, dans le Nord-Kivu, en République démocratique du Congo, collectent des denrées alimentaires

(archives). Photo: OCHA / Vicky Prekabo

14 août - Près de 7,7 millions de personnes en République démocratique du Congo (RDC) ont besoin d'une aide humanitaire alimentaire d'urgence, un chiffre en hausse de 30% par rapport à l'année dernière, ont prévenu lundi deux agences de l'ONU.

Selon un nouveau rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM), plus d'une personne sur dix vivant en zone rurale en RDC souffre de la faim. La malnutrition chronique affecte 43% des enfants âgés de moins de cinq ans, soit plus de 7 millions d'enfants dans le pays.

Ces souffrances liées à la faim sont en hausse en raison de l'escalade des conflits, de leurs persistances dans le temps et des déplacements de population dans le centre et l'est de la RDC, principalement dans les régions du Kasai et du Tanganyika, où les actes de violences se sont généralisés.

Selon le rapport de la FAO et du PAM, la situation humanitaire en RDC s'est de nouveau détériorée suite aux épidémies de choléra et de rougeole et aux invasions de chenilles légionnaires. Ces dernières, affectant 50 des 145 territoires de la RDC, ont détruit plus d'un quart des cultures du territoire national.

« Il n'existe pas d'autre endroit où la situation est plus alarmante qu'au Kasai »

Dans les régions de la RDC touchées par les conflits, plus de 1,5 million de personnes sont confrontées à une insécurité alimentaire « d'urgence ». Cela signifie que ces personnes n'ont pas d'autres choix que de vendre tout ce qu'elles possèdent, de sauter des repas ou encore de réduire leurs portions de nourriture.

Dans plusieurs régions, certaines personnes mangent une fois par jour et leurs repas (à base de maïs, de manioc et de pommes de terre) ne permettent pas de satisfaire leurs besoins journaliers nutritionnels et caloriques. Dans certains cas, les régimes alimentaires se limitent à des féculents et à des feuilles.

Dans certaines des zones affectées par la faim, entre 50% et 80% de la population peine à joindre les deux bouts et à trouver de quoi se nourrir. Ces trois derniers mois, les prix des produits alimentaires ont augmenté. Certains vendent leurs biens, empruntent de l'argent, envoient les membres de leurs familles mendier ou encore manger ailleurs.

« Dans les régions touchées par les conflits, les agriculteurs ont vu leurs villages et terrains se faire piller. Ils n'ont pas pu planter lors des deux dernières campagnes et les marchés alimentaires ont du mal à combler leurs besoins alimentaires », a déclaré le Représentant par intérim de la FAO en RDC, Alexis Bonte. « Il n'existe pas d'autre endroit où la situation est plus alarmante qu'au Kasai », a pour sa part souligné le Directeur du PAM en RDC, Claude Jibidar.

Les agriculteurs ont besoin d'outils et des semences

L'année dernière, près de 1,4 million de personnes ont été forcées de quitter leurs foyers en RDC, ce qui porte à 3,7 millions le nombre total de personnes déplacées dans le pays. A cette situation tendue s'ajoute le flux constant de réfugiés issus des pays voisins qui met à rude épreuve des ressources déjà limitées.

« Les agriculteurs, en particulier ceux qui ont été déplacés et plus précisément les femmes et les enfants, ont désespérément besoin d'une aide urgente et de moyens pour survivre tels que des outils et des semences afin de pouvoir reprendre les activités agricoles », a ajouté le Représentant de la FAO « De nombreuses femmes déplacées ont perdu leurs maris. Pour elles, les activités agricoles, représentent un moyen de se reconstruire et d'appréhender l'avenir avec dignité et espoir ».

La FAO et le PAM appellent la communauté internationale à intensifier de manière urgente l'acheminement de nourriture vitale et d'aides nutritionnelle et agricole en RDC. « La situation est appelée à s'empirer si une aide urgente n'est pas apportée en temps opportun », a prévenu M. Bonte.

Dans les régions du Kasai et de Tanganyika, touchées par les conflits, la FAO fournit des semences végétales et des outils manuels afin de relancer au plus vite la production agricole et d'accroître la disponibilité des aliments nutritifs dans les communautés hôtes et chez les déplacés. En 2017, la FAO entend venir en aide à 2,1 millions de personnes en RDC afin de lutter contre la faim, de restaurer la production alimentaire et de renforcer la résilience des moyens d'existence.

En RDC, le PAM poursuit son travail en faveur des personnes les plus vulnérables. L'agence a déployé du personnel à Tshikapa et au Kasai central, les deux provinces les plus touchées par le conflit, et procédera à des distributions alimentaires d'ici les prochains jours. Dans d'autres régions du pays, le PAM apporte sa capacité logistique notamment en termes de transport aérien et routier, de carburant et de stockage afin de la mettre au service de la communauté humanitaire dans son ensemble.

Burkina Faso : le chef de l'ONU condamne une attaque terroriste à Ouagadougou



Un panneau faisant la promotion de la paix à Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso. Photo IRIN/Chris Simpson

14 août - Le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a condamné une attaque terroriste perpétrée le 13 août à Ouagadougou, au Burkina Faso.

Selon les informations rapportées par la presse, au moins 18 personnes ont été tuées dans cette attaque ayant visé un café du centre de la capitale burkinabè. Deux assaillants ont été tués par les forces de l'ordre, selon les autorités burkinabè. L'attaque a eu lieu à quelques centaines de mètres seulement d'un autre café qui avait été frappé par un précédent attentat en janvier 2016 qui avait fait 30 morts.

« Le Secrétaire général exprime ses plus sincères condoléances au gouvernement et au peuple du Burkina Faso et souhaite un prompt rétablissement aux blessés », a indiqué son porte-parole adjoint, Farhan Haq, dans une déclaration à la presse publiée lundi.

« Le Secrétaire général souligne qu'il ne peut y avoir aucune justification pour de tels actes de violence aveugle », a-t-il ajouté. « Il réitère le soutien des Nations Unies au Burkina Faso dans sa lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme ».

Par la voix de son porte-parole adjoint, M. Guterres a également réaffirmé l'engagement de l'ONU envers les pays du G5 Sahel (Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad et Mauritanie) alors qu'ils intensifient leurs efforts pour faire face aux multiples

problèmes de sécurité afin de promouvoir la paix et le développement dans la sous-région.

Yémen : le choléra touche désormais 500.000 personnes, selon l'OMS



A l'hôpital Al Sab'een à Sanaa, au Yémen, un médecin ausculte une jeune fille souffrant du choléra. Photo UNICEF/Fuad

14 août - Le nombre total de cas présumés de choléra a franchi le cap des 500.000 ce dimanche au Yémen, et près de 2.000 personnes sont décédées depuis que la flambée épidémique a commencé à se propager rapidement, fin avril, a indiqué lundi l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Le nombre global de cas au niveau national a reculé depuis le début du mois de juillet, en particulier dans les zones les plus touchées. Mais les cas présumés de cette maladie meurtrière véhiculée par l'eau continuent de se multiplier rapidement partout dans le pays, avec quelque 5.000 personnes infectées chaque jour, a précisé l'agence onusienne dans un communiqué de presse.

La propagation du choléra a beaucoup ralenti dans certaines zones par rapport aux pics enregistrés précédemment, mais la maladie continue de s'étendre rapidement dans les districts touchés le plus récemment, où un grand nombre de cas est enregistré.

L'épidémie de choléra qui sévit au Yémen, la plus importante au niveau mondial, s'est propagée rapidement à la faveur de la détérioration des conditions d'hygiène et d'assainissement et des perturbations que subit l'approvisionnement en eau dans le pays. Des millions de personnes n'ont pas accès à l'eau propre, et les ordures ne sont plus ramassées dans les grandes villes.

Le système de santé est en train de s'effondrer et ne parvient pas à répondre aux besoins : plus de la moitié de l'ensemble des établissements de santé ont dû fermer car ils ont été endommagés ou détruits ou car ils manquent de fonds. Les pénuries de médicaments et de fournitures demeurent un problème courant et 30.000 agents de santé essentiels n'ont pas reçu leur salaire depuis presque un an.

« Les agents de santé du Yémen travaillent dans des conditions intenable. Des milliers de personnes sont malades, mais il n'y a pas assez d'hôpitaux, de médicaments, ni d'eau propre. Ces médecins et ces infirmiers sont au cœur de l'action sanitaire – sans eux, nous ne pouvons rien faire au Yémen. Il doivent être payés pour pouvoir continuer à sauver des vies », a déclaré le Directeur général de l'OMS, Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus.

L'OMS et ses partenaires travaillent sans relâche pour mettre en place des centres de traitement du choléra, rénover les établissements de santé, distribuer des fournitures médicales et soutenir l'action sanitaire nationale.

Le taux de survie est de plus de 99% chez les cas présumés de choléra qui ont accès aux services sanitaires. Mais près de 15 millions de personnes n'ont pas accès aux services de santé les plus rudimentaires.

« Pour sauver des vies au Yémen aujourd'hui, nous devons soutenir le système de santé, en particulier les agents de santé. Nous exhortons également les autorités yéménites et tous ceux qui, dans la région ou ailleurs, peuvent contribuer à ces efforts, à trouver une solution politique à ce conflit qui a déjà causé tant de souffrances. Le peuple du Yémen ne pourra pas supporter cette situation bien plus longtemps – les gens ont besoin de paix pour reconstruire leurs vies et leur pays », a déclaré le Dr Tedros.

Le PAM lance en Espagne une campagne d'information sur la famine qui menace quatre pays



Cette fillette de deux ans avec sa mère et son frère, a marché 125 km en Somalie à la recherche d'eau et de nourriture. Photo Muse Mohammed/OIM

14 août - Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) a lancé lundi en Espagne une campagne intitulée « Combattre la famine » pour sensibiliser les Espagnols à la grave crise alimentaire qui touche 20 millions de personnes au Soudan du Sud, en Somalie, au Yémen et dans le nord-est du Nigéria.

Dans ces quatre pays, 1,4 million d'enfants souffrent de malnutrition aigüe et leur vie est menacée.

L'état de famine est déclaré lorsqu'il existe des signes de conditions extrêmes en matière d'accès alimentaire, de malnutrition infantile et d'augmentation du taux de mortalité.

Mercredi dernier, le Conseil de sécurité avait fait part de sa profonde préoccupation face au risque de famine au Soudan du Sud, en Somalie, au Yémen et dans le nord-est du Nigéria, soulignant la corrélation évidente avec les conflits qui frappent ces quatre pays. Les 15 avaient alors réaffirmé leur intention de mettre un terme « par tous les moyens » aux conflits qui sont la principale cause de famine.

Pour attirer l'attention sur cette crise alimentaire sans précédent, le PAM participe à une campagne mondiale intitulée 'Combattre la famine' (#FightingFamine). En Espagne, les entreprises Mastercard et MediaCom ont fait don de ressources et d'espaces publicitaires afin que cette campagne de sensibilisation soit diffusée dans la presse, sur les médias en ligne, sur les écrans numériques et à travers le mobilier urbain.

Grâce à la réaction immédiate de la communauté humanitaire, la famine déclarée en février dans deux comtés du Soudan du Sud a pu être surmontée. Mais si la Somalie, le Yémen et le nord-est du Nigéria ont, à ce jour, évité l'état de famine, le PAM souligne toutefois que la situation demeure critique.

Trois des quatre pays (à l'exception du Yémen) entrent maintenant dans la saison de soudure – un moment critique de l'année durant lequel la récolte de la saison précédente s'est épuisée et les stocks de nourriture sont à leur plus bas niveau.

En outre, les pluies rendent difficile, voire impossible, l'acheminement de nourriture par voie terrestre durant cette période de l'année. Le transport aérien est parfois possible mais coûte jusqu'à sept fois plus cher que les convois terrestres.

Face à ces contraintes, le PAM a mis en place des mécanismes d'intervention d'urgence qui incluent des parachutages de nourritures dans les régions éloignées du Soudan du Sud et le transport routier d'articles dans des zones du Nigéria où des personnes ont fui l'organisation terroriste Boko Haram.

En juin, le PAM a aidé 11,8 millions de personnes dans les quatre pays confrontés au risque de famine. Près de la moitié d'entre eux se trouvent au Yémen, où le manque de financement a contraint le PAM à prendre la décision difficile de réduire la quantité de nourriture allouée à chaque personne.

Le PAM est entièrement financé par des contributions volontaires. Il dépend de la générosité des gouvernements, de ses soutiens et des partenaires donateurs pour fournir rapidement de la nourriture aux personnes confrontées au risque de famine au Soudan du Sud, en Somalie, au Yémen et dans le nord-est du Nigéria.

A travers cette campagne de sensibilisation menée en Espagne et dans le monde, l'agence onusienne exhorte le secteur privé et les individus à agir pour empêcher une catastrophe humanitaire imminente. Le PAM a besoin de 900 millions de dollars pour la période allant d'août 2017 à janvier 2018 afin de répondre aux besoins immédiats des populations et éviter la propagation de la famine.

Coulées de boue au Sierra Leone : l'ONU solidaire des opérations de secours



Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres (archives). Photo TASS/ONU DPI

14 août - Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, s'est dit attristé par les décès et les ravages causés par les coulées de boue et les inondations qui ont frappé la Sierra Leone.

Les coulées de boue et inondations meurtrières ont touché lundi la ville de Regent et la capitale sierra léonaise Freetown.

Selon les informations rapportées par la presse, au moins 312 personnes ont été emportées par les glissements de terrain survenus en début de matinée après une nuit de pluies diluviennes.

« Le Secrétaire général transmet ses condoléances au peuple et au gouvernement de la Sierra Leone pour les pertes en vies humaines et les destructions causées par cette catastrophe naturelle », a dit son porte-parole adjoint, Farhan Haq, dans une déclaration à la presse.

« Le Secrétaire général réitère au gouvernement et au peuple de la Sierra Leone la pleine solidarité des Nations Unies avec les opérations de secours menées actuellement », a-t-il ajouté.

La Somalie fête trois années sans polio : l'OMS appelle à rester prudent



Campagne de vaccination contre la poliomyélite en Somalie. Photo: UNICEF

14 août - A l'occasion du troisième anniversaire de la détection du dernier cas de poliovirus sauvage en Somalie, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a applaudi les efforts du pays pour conjurer ce virus invalidant et hautement infectieux mais a appelé toutefois à rester prudent.

Le dernier cas de polio en Somalie était un enfant du district de Hobyo, dans la région de Mudung. Seulement neuf cas de polio ont été signalés dans le monde entier depuis le début de l'année 2017.

« L'absence de cas de poliomyélite en Somalie aujourd'hui témoigne du leadership, de l'engagement et du travail acharné du gouvernement et du peuple somalien et du soutien et de la collaboration efficace de nombreux partenaires », a déclaré le Directeur régional de l'OMS pour la Méditerranée orientale, le Dr Mahmoud Fikri, lors d'une cérémonie à laquelle ont assisté le Président de la Somalie, des parlementaires et des représentants du Ministère somalien de la santé à Mogadiscio, de l'OMS et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

« Nous devons cependant nous rappeler que la Somalie est toujours menacée par un retour de cette infection et nous devons rester vigilants », a ajouté M. Fikri, cité dans un communiqué de presse de l'OMS.

La Somalie a stoppé la transmission endémique du poliovirus en 2002, mais elle a été deux fois touchée par des importations du virus. L'épidémie qui a éclaté dans la Corne d'Afrique il y a trois ans a paralysé près de 200 enfants. La Somalie a été la plus touchée, représentant plus de 90% de ces cas.

« Le programme de lutte contre la poliomyélite en Somalie s'efforce d'augmenter les niveaux d'immunité de la population [contre la polio] à travers le pays et d'améliorer l'efficacité du système de surveillance pour repérer les traces de la maladie », a déclaré M. Fikri. « C'est louable, mais il reste encore des lacunes que nous devons nous efforcer de combler ».

L'insécurité et l'inaccessibilité sont des défis majeurs pour les partenaires humanitaires opérant en Somalie, en particulier dans les régions méridionales et centrales. Pour le programme de lutte contre la poliomyélite, visant à atteindre à plusieurs reprises tous les enfants de moins de 5 ans avec un vaccin, les approches innovantes s'avèrent efficaces.

« Des outils ont été développés pour nous aider à planifier et à suivre les mouvements des communautés pastorales nomades, afin de pouvoir atteindre les enfants en déplacement », a déclaré le Dr Ghulam Popal, Représentant de l'OMS en Somalie. « En outre, des volontaires recrutés localement nous aident à administrer le vaccin contre la polio dans les zones auxquelles nous ne pouvons pas accéder. Ces bénévoles jouent également un rôle clé en aidant à trouver et à signaler des cas de paralysie flasque aiguë qui est un indicateur de la polio », a-t-il ajouté.

La célébration de trois ans sans poliomyélite intervient alors que le pays connaît la pire épidémie de rougeole depuis des années. La Somalie est aussi confrontée à une épidémie de diarrhée aqueuse/choléra, qui a débuté en janvier. Les systèmes et les réseaux de lutte contre la polio sont utilisés dans les deux cas.

« L'infrastructure pour lutter contre la polio est cruciale pour répondre à ces autres épidémies graves », a déclaré M. Fikri qui a demandé aux bailleurs de fonds de continuer à soutenir ces efforts.

En Iraq, l'ONU réaffirme son soutien à la construction d'un avenir meilleur, pacifique et inclusif pour les jeunes



L'Envoyée du Secrétaire général de l'ONU pour la jeunesse, Jayathma Wickramanayake, participe à Bagdad à un événement sur la Journée internationale de la jeunesse organisé par le Ministère de la jeunesse et des sports d'Iraq. Photo: MINUA / Ivan Djordjevic

12 août - A l'occasion de la Journée internationale de la jeunesse, l'Envoyée de l'ONU pour la jeunesse, Jayathma Wickramanayake, s'est rendu en Iraq où elle a rencontré 1.000 jeunes originaires de tout le pays dans le cadre d'un événement co-organisé par le Ministère iraquien de la jeunesse et des sports et le Fonds des Nations Unies pour les populations (UNFPA).

« Aujourd'hui, des milliers de jeunes femmes et hommes travaillent sans relâche, souvent dans des conditions très dangereuses et avec très peu de soutien ou de reconnaissance, pour bâtir la paix et promouvoir la sécurité pour tous. Ils sont la force la plus précieuse pour construire un avenir meilleur », a déclaré Mme Wickramanayake aux jeunes Iraquiens réunis à Bagdad à l'occasion de la Journée dont le thème cette année est 'la jeunesse construit la paix'. « Les Nations Unies sont avec vous, et moi, en tant que votre Envoyée, je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour que vos voix soient entendues », a dit l'Envoyée

de l'ONU aux jeunes Iraquiens.

Avec plus de 60% de sa population âgée de moins de 25 ans, l'Iraq est l'un des pays les plus jeunes du monde. Malgré les nombreux défis auxquels il est confronté, le bureau de l'Envoyée de l'ONU estime que l'Iraq est idéalement positionné pour exploiter le potentiel de sa jeune génération pour promouvoir la paix et la prospérité.

Les Nations Unies estiment toutefois que les défis subsisteront et continueront à entraver le chemin vers le développement et la paix en Iraq si les jeunes ne se voient pas offrir de véritables possibilités d'éducation, d'emploi et de participation civique.

« La réconciliation est - en ce moment et sans doute - la plus haute priorité en Iraq », a pour sa part déclaré aux jeunes Iraquiens la Coordinatrice résidente et humanitaire d'ONU et Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général en Iraq, Lise Grande qui participait également à cet événement sur la Journée internationale de la jeunesse. « La clé pour que la réconciliation soit durable est de veiller à ce que les jeunes participent à chaque réunion de réconciliation, chaque initiative de réconciliation et toute conférence de réconciliation », a-t-elle ajouté.

À Bagdad, Mme Wickramanayake s'est entretenue avec des jeunes Iraquiens de différents horizons pour discuter des problèmes qui les touchent, en accordant une attention particulière aux jeunes femmes, aux jeunes déplacés à l'intérieur de leur propre pays et aux jeunes qui ne sont sans emploi, sans éducation, ou sans formation.

L'Envoyée pour la jeunesse a également rencontré les fonctionnaires du ministère iraquien de la jeunesse et des sports, les responsables et fonctionnaires de l'équipe pays de l'ONU et de la Mission d'assistance des Nations Unies en Iraq (MANUI9 pour discuter de nouveaux axes permettant de renforcer les programmes en faveur de la jeunesse iraquienne.

Il s'agit du premier déplacement international de Mme Wickramanayake dans ses nouvelles fonctions d'Envoyée des Nations Unies pour la jeunesse.

La Sri-Lankaise a été nommée à son poste par le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, qui a pris l'engagement de placer les jeunes au centre de son agenda pour la prévention des conflits et la paix. « Les jeunes hommes et les femmes autonomes peuvent jouer un rôle essentiel dans la prévention des conflits et assurer une paix durable », a déclaré le chef de l'ONU dans un message adressé aux jeunes du monde entier.

Le chef de l'ONU félicite les Kenyans pour des élections pacifiques et appelle au dialogue pour calmer les tensions



Le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres. Photo: ONU/Mark Garten. (archive)

12 août - Le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a félicité samedi le peuple kenyan pour sa participation pacifique aux élections présidentielles.

« Le Secrétaire général prend note des résultats de l'élection présidentielle au Kenya et de l'annonce faite par la Commission indépendante chargée des élections et du découpage électoral (IEBC) d'Uhuru Kenyatta à titre de Président élu », a déclaré son porte-parole Stéphane Dujarric » dans une déclaration à la presse.

Par la voie de son porte-parole, M. Guterres a appelé les dirigeants politiques qui contestent les résultats des élections à traiter les litiges liés aux élections dans le cadre des institutions constitutionnelles mandatées.

« Le Secrétaire général appelle les dirigeants politiques à envoyer des messages clairs à leurs partisans, les exhortant à s'abstenir de la violence », a dit son porte-parole. Il a également souligné l'importance du dialogue pour désamorcer les tensions.

« Les Nations Unies, en étroite collaboration avec l'Union africaine et d'autres partenaires multilatéraux et bilatéraux, est pleinement engagé avec le leadership politique du Kenya et les parties prenantes pertinentes pour faciliter la conclusion fructueuse du processus électoral », a ajouté le porte-parole du chef de l'ONU.